

OPPORTUNITÉS  
À L'ÉTRANGER



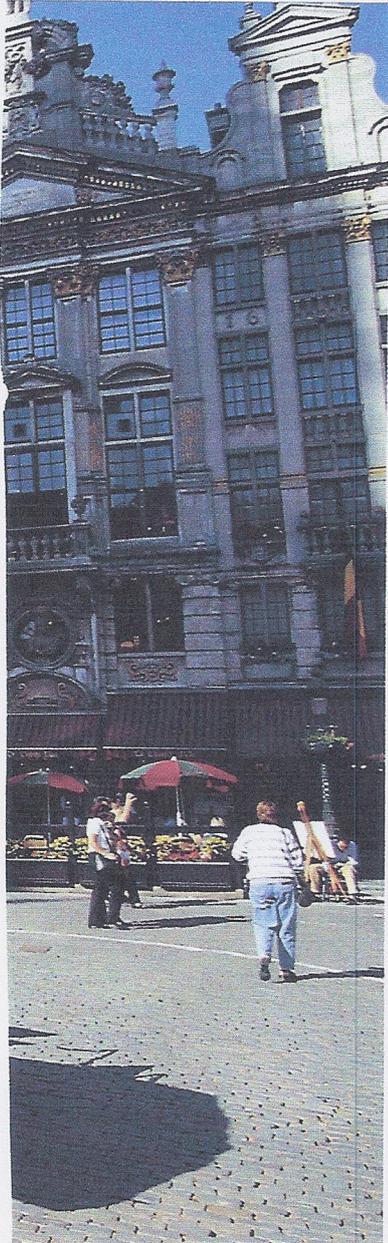
# BRUXELLES

## Capitale de l'euro business

*Poste de veille incontournable pour les grandes sociétés qui suivent les affaires européennes, la capitale belge offre aussi des opportunités à ceux qui ont de l'expertise ou des idées à vendre.*

**P**OUR DE JEUNES cadres qui veulent avoir une expérience à l'étranger sans prendre trop de risques, Bruxelles est une excellente destination." Frédéric Mischeletti, Marseillais d'origine, installé ici depuis onze ans et client manager chez HP, sait de quoi il parle.

Lui qui confesse s'être très facilement intégré et qui aujourd'hui préside UFE avenir - les jeunes représentants de l'Union des Français de l'étranger de Belgique - insiste tout de même sur le fait que l'effet Thalys n'a pas encore gommé la frontière. "À Bruxelles, on est bel et bien à l'étranger. En arrivant, on ne voit pas tout de suite les vraies différences... mais on se prend vite une énorme claque si on se posi-



M. VAN HULST

**BIEN-ÊTRE :** *les familles françaises peuvent s'offrir une qualité de vie devenue inaccessible à Paris.*

*tionne d'emblée en terrain conquis."*

La Région Bruxelles-Capitale regroupe dix-neuf communes et compte aujourd'hui un million d'habitants – dont 28 % d'étrangers – sur un territoire équivalent à une fois et demie celui de Paris intra-muros. Historiquement d'expression néerlandaise, la ville s'est peu à peu francisée au point de devenir une sorte d'île majoritairement francophone en terre

flamande. Aujourd'hui, même si le français domine, le quotidien officiel des Bruxellois s'exprime à égalité dans les deux langues et, dans le business, le multilinguisme est une évidence. *"Pour s'intégrer et faire sa place ici, il faut impérativement parler l'anglais ; le néerlandais est un énorme atout pour trouver un job sur le marché belge, et si on parle une langue rare, l'embauche est quasi assurée"*, explique Sébastien Jouin, attaché juridique au service économique de l'Ambassade de France.

Capitale de l'Europe oblige, Bruxelles est le royaume des lobbyistes de tout poil, car chaque secteur économique a besoin d'interface avec le législateur européen et chaque entreprise s'efforce de faire son nid dans les stratégies d'affaires communautaires.

#### UNE CAPITALE VERTE ET À TAILLE HUMAINE

Les 50 000 Français qui résident à Bruxelles, loin d'être tous des expatriés ou des eurocrates, se font généralement les chantres de la qualité de vie bruxelloise. Une capitale à taille humaine, de nombreux espaces verts, un enseignement scolaire local francophone gratuit (qu'il soit public ou privé) et non assujéti à un périmètre scolaire, un système de sécurité sociale très équivalent au système français et enfin des possibilités de logement à un coût beaucoup moins élevé que dans d'autres capitales européennes comparables. Le prix du mètre carré à l'achat se situe entre 2 000 et 3 000 euros, selon les quartiers, avec un parc immobilier essentiellement constitué de maisons

de ville unifamiliales ou divisées en appartements. *"Ici, les familles françaises peuvent fantasmer sur une maison à deux ou quatre façades, avec jardin, en pleine ville ; un rêve qui leur coûtera le prix d'un appartement à Paris"*, explique Arnaud Leporcher, gérant de l'agence Expertissimmo à Woluwe Saint Lambert, une des communes chics de la région.

Mais attention, ce cadre de vie a tout de même un coût. Contrairement aux idées parfois reçues, la Belgique, n'est pas un paradis fiscal sauf pour les vraies grandes fortunes. *"Les salaires sont beaucoup moins élevés qu'en France : un jeune cadre ne pourra que rarement commencer au-dessus de 2 000 euros net ; et le taux d'imposition sur les revenus du travail (à la source, ndlr) peut être multiplié par 4 pour un cadre célibataire sans enfants, par 2,5 ou 3 pour un cadre marié avec deux enfants"*, explique encore Sébastien Jouin. La TVA est également plus élevée (21 %).



#### EUROPE : Bruxelles est le royaume des lobbyistes de tout poil.

En revanche, l'imposition locale est faible, voire inexistante et un certain nombre d'avantages extra-légaux, tels la prise en charge du coût des transports ou même la voiture de fonction, sont assez facilement négociables avec les employeurs. >>>



**—DAVID BERMAN,** 28 ans, chargé de mission à la représentation du groupe Veolia Environnement auprès des institutions européennes.

De mère allemande et de père

français, j'ai grandi entre deux cultures et, avec mon double cursus universitaire franco-allemand, je me sentais naturellement attiré par le milieu européen. C'est finalement après avoir effectué un stage de six mois au Conseil économique et social de l'Union européenne à Bruxelles que j'ai pu, en 2007, entrer comme VIE chez Veolia. Puis mon contrat s'est pérennisé... Nos métiers du développement durable sont des métiers d'avenir, mais c'est en particulier ici qu'a lieu le travail d'interface de plus en plus important entre l'expertise technique et le monde politique. Par ailleurs, ma compagnie est Estonienne et Bruxelles nous offre un cadre de vie idéal où l'expression de nos différences culturelles s'équilibre avec un sentiment d'appartenance à la culture européenne.

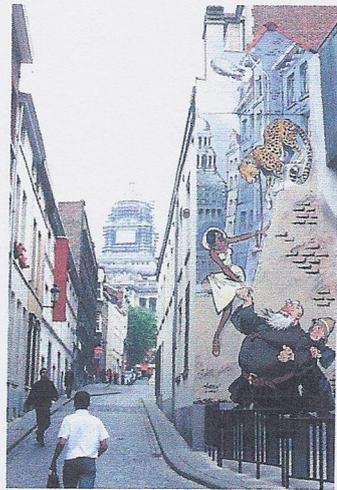


—RÉGIS DE KERAUTEM, "general services and logistics group manager" chez Test-Achats, association belge de défense des consommateurs.

À Paris il y a quatre ans, je cherchais à changer de job et c'est un peu par hasard que j'ai répondu à une annonce de cette association de consommateurs belge, à Bruxelles. Il a été d'emblée clair que je serais recruté en contrat local. Alors pour les négociations du salaire, j'ai demandé tout de suite qu'on parle en net. Le fait que je ne maîtrise pas le néerlandais aurait franchement pu être un obstacle ; en réalité mon profil français, mon regard totalement extérieur et neuf sur le marché et la société belges, a joué en ma faveur. La défense des consommateurs est un secteur très porteur ici ; on n'a pas du tout été touchés par la crise. J'apprécie grandement la qualité de vie bruxelloise. Père de famille nombreuse, je bénéficie de conditions de logement qui seraient totalement inaccessibles à Paris.

▶▶▶ Côté employeurs belges justement, sachez qu'ils lorgnent prioritairement sur les ingénieurs et les techniciens. "Ici, ces profils-là peuvent, dans de nombreux domaines, commencer à des postes locaux - sur le marché belge ou Benelux - pour accéder ensuite à des niveaux de responsabilités européens ou internationaux, tout en restant au même endroit", précise Pieter Van den Steen, "Area Director" chez St. Jude Medical, entreprise spécialisée dans l'équipement médical.

Il y a en revanche moins de débouchés pour les profils sciences humaines, en raison des spécificités belges de ces matières. Il n'empêche, les idées françaises s'exportent et se vendent bien à Bruxelles. Et, bonne nouvelle pour ceux qui voudraient y implanter un service ou un business : les Belges valorisent beaucoup la fonction d'entrepreneur. "Ici, l'esprit d'entreprise est beaucoup plus fort qu'en France ;



ABORDABLE : le mètre carré est à 3 000 euros.

on est plus proche du modèle anglo-saxon, plus libéral, et les Belges ont moins peur de se jeter à l'eau", explique Lucas Boudet, directeur de la Chambre française de commerce et d'industrie de Bruxelles (CFCIB).

Nombre de Français ont d'ailleurs déjà franchi le pas, notamment dans le secteur des services financiers, de la distribution spécialisée, du bien-être

ou de la restauration. "En France, on m'avait conseillé d'attendre, ici on m'a incité à foncer", explique ainsi Charles, 30 ans, qui, désireux de "s'emparer du créneau à prendre dans le secteur des services à la personne, encore peu développé en Belgique", a quitté Paris il y a trois ans pour monter avec succès sa petite entreprise de soutien scolaire.

Mais là encore, mieux vaut ne pas se risquer à improviser dans une ville où beaucoup de PME assurent déjà le fin maillage de l'économie locale. Comme le souligne Jean-Charles Hirondele, directeur de la Mission économique-Ubifrance, "tout l'éventail de services ou de produits n'est pas couvert, mais les Belges sont aussi de fins connaisseurs des produits français et des consommateurs exigeants et très avertis. Pour faire la différence, il faut apporter un service plus."

—RAPHAËLLE D'YVOIRE-VAN GOETHEM

## Place aux ingénieurs

Pour tourner définitivement la page de la crise, la Belgique cherche à attirer des investissements dans les secteurs innovants, porteurs de croissance et d'emplois.

Favorisé par sa situation géographique au carrefour de l'Europe, son accès direct à la mer (Anvers abrite le deuxième port européen), un réseau routier très dense et plusieurs aéroports régionaux, le Royaume de Belgique figure, avec un PIB de 37 500 dollars par habitant, parmi les pays les plus riches du monde. L'économie est tirée par les secteurs de la pétrochimie, la chimie et la pharmacie. Elle mise sur la recherche et sur le développement de compétences

pointues dans les métiers d'avenir liés aux nouvelles technologies. Les Français, premiers investisseurs européens en Belgique, ont des cartes à jouer.

### CHIMIE ET BIOPHARMACIE

#### DEUX MOTEURS DE LA RELANCE

Le cluster chimique belge est d'importance mondial. La preuve : 75 % des plus grandes

entreprises chimiques européennes, voire mondiales, y ont des sites de production. Il représente 30 % des exportations du pays. Les biotechnologies sont actuellement le secteur qui enregistre la plus forte croissance avec près de 140 entreprises, dont plus de 100 font de la biotechnologie pure et dont la plupart sont des spin off, en majorité des PME. Cette activité représente 7 % de l'activité des entreprises européennes de la biotechnologie, et 16 % du chiffre d'affaires euro-

péen. Ce secteur n'a pas été touché par la crise et les investissements des entreprises en recherche et développement (R&D) se sont maintenus à des niveaux très élevés (2,29 milliards d'euros en 2009), avec le maintien des recrutements de chercheurs qualifiés.

La Belgique, numéro un mondial pour le nombre de médicament consommé par habitant, met aussi toutes les chances de son côté pour relever le défi de la biopharmacie. Des groupes comme GSK Biologicals (division vaccins de GlaxoSmithKline), Janssen Pharmaceutica (qui produit en Belgique 60 % des médicaments du groupe américain Johnson & Johnson auquel elle appartient), Pfizer et UCB ont investi des milliards d'euros en Belgique ces dernières années.

## L'ÉNERGIE

### A DE L'AVENIR

La hausse des prix de l'énergie en 2008, la crise économique et la prise de conscience des défis liés à l'environnement ont boosté les énergies renouvelables. Les entreprises spécialisées dans le photovoltaïque, les pompes à



OLIVIER VAN DE KERCHOVE

**BOURSE :** on recrute de nouveau dans le secteur financier.

chaleur ou la construction d'éoliennes connaissent même des difficultés à recruter du personnel qualifié, essentiellement des ingénieurs et des techniciens.

Le groupe GDF Suez, qui a signé fin 2009 un protocole d'accord établissant une contribution au budget de l'État belge de 215 à 245 millions d'euros par an jusqu'en 2014 et une contribution de 500 millions d'euros dès 2010 pour soutenir le développement des énergies renouvelables, s'est engagé à embaucher 10 000 personnes d'ici 2015. Le fournisseur d'énergie Electrabel

prévoit d'engager 1 000 personnes avant la fin 2010. Sibelga (le gestionnaire des réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel pour la Région de Bruxelles-Capitale), a prévu pour sa part d'embaucher 200 collaborateurs. Les ingénieurs, les économistes, les techniciens et les informaticiens restent les profils les plus recherchés.

## L'ENVIRONNEMENT

### A LE VENT EN POUPE

La Belgique a mis en place, région par région, des cadres législatifs et des incitations fiscales. Elle a donné la priorité à certains secteurs : construction, économies d'énergie, traitement des déchets, tri collectif (la région bruxelloise vient de rendre obligatoire le tri des déchets).

En matière de traitement de l'eau, la Belgique a pris du retard. Il a fallu attendre 2008 pour que soit inaugurée la station d'épuration Aquiris (contrat remporté par Veolia) pour traiter les eaux usées de Bruxelles-Nord. Les grands groupes tricolores tels que Suez Environnement, Veolia, Sita, Altran, très présents sur le marché belge, ont des cartes à jouer et des postes à pourvoir.

—R. D'Y.-V. G.

## CE QU'IL FAUT SAVOIR POUR BIEN TRAVAILLER AVEC LES BELGES

**Simplicité :** les Belges ne se prennent pas au sérieux et n'apprécient pas les gens arrogants ou suffisants. Dans les relations professionnelles, les rapports sont simples et décontractés et le tutoiement est souvent de mise.

**Langue :** ne pas maîtriser le flamand ne pose pas forcément problème car les Flamands parlent souvent le français ou l'anglais. Ne pas imposer le français à son

interlocuteur flamand, mais l'aborder en anglais et lui demander dans quelle langue il préfère converser. Mieux : apprendre des phrases pour lancer la conversation en néerlandais.

**Pragmatisme :** les Belges préfèrent les solutions simples et concrètes aux concepts et aux théories. Ils considèrent parfois les Français comme de beaux parleurs, qui disent plus qu'ils ne font.

## POUR ALLER PLUS LOIN

### Le site des conseillers du Commerce extérieur de la France

(annuaire en ligne des conseillers en Belgique et leur secteur)  
[www.cnccef.org](http://www.cnccef.org)

### Le site de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB)

[www.vbo-feb.be](http://www.vbo-feb.be)

### L'agence pour l'emploi pour la région de Bruxelles

[www.actiris.be](http://www.actiris.be)

### Le site portail de la chimie et des sciences de la vie en Belgique

[www.essenscia.be](http://www.essenscia.be)

## CONTACTEZ-LES DE NOTRE PART

### Jean-Charles Hirondele,

directeur de la Mission économique Ubifrance à Bruxelles (compétente sur la Belgique et le Luxembourg).  
Tél. : 00 322 404 3066.  
Mail : [jean-charles.hirondele@ubifrance.fr](mailto:jean-charles.hirondele@ubifrance.fr)

### Lucas Boudet,

directeur de la Chambre française de commerce et d'industrie de Belgique  
Tél. : 00 322 506 88 12.  
Mail : [lucas.boudet@cfci.be](mailto:lucas.boudet@cfci.be)